

Compte rendu groupe de travail académique carte scolaire (GTA) jeudi 17 janvier



Ce groupe de travail a pour but chaque année de préparer le CTA qui annonce la répartition des moyens pour le 1er degré dans l'académie.

En décembre nous avons appris que l'académie de Besançon avait une dotation à 0 poste pour rentrée 2019. Jeudi en GTA le DRH du rectorat (accompagné des DASEN du Doubs et du Jura, personne pour le 90 ou la Haute Saône) nous a donc annoncé les arbitrages que le recteur envisage.

Quelques chiffres :

- 1400 élève sur acad (-100 dans le 90 contre -206 an passé et -200 encore année d'avant, donc on perd moins que d'hab)

répartitions des moyens dans les différents départements : (tableau prend en compte 2 années précédentes pour comparatif)

	2017*	2018	2019
Doubs	+22	+14	+27
Jura	+4	-7	-13
Haute Saône	+6	-6	-12
Territoire Belfort	+8	+4	-2
acad	+40	+5	0

* 2017 année de mise en place des CP dédoublés en REP +

les objectifs affichés par le recteur :

- terminer les dédoublements : CE1 en REP : ça représente 31 postes pour acad dont 4 pour le 90
 - mettre en œuvre l'instruction obligatoire à 3 ans
 - maintenir la part du potentiel de remplacement
 - augmenter le taux d'encadrement dans les départements, notamment ruraux
- ajouter à cela :
- plan Villani : 6 postes sur Acad (chez nous 1/2 poste cette année déjà)
 - chargés de mission pilotage académique : 5 postes sur Acad (dont 1 chez nous). Il s'agit de postes d'enseignants sous autorité d'un IEN sur une thématique donnée par département (100% réussite CP CE1 dédoublés ou scolarisation des moins de 3 ans par exemple) et le collègue sur ce poste doit analyser les pratiques du terrain sur ces thématiques (il n'évalue pas les gens mais en gros ce qu'on en comprend c'est qu'il évalue le système et l'impact des réformes sur les résultats)

Ce que le SNUIPP a défendu face à ces arguments :

→ Ce n'est plus possible de partir des moyens et de les répartir tels qu'ils sont, **il faut partir des besoins du terrain** : manque de RASED, de remplaçants, poursuivre les PDMQDC et amplifier le dispositif, baisser les effectifs partout puisqu'on voit que c'est un levier important de la réussite scolaire (cf tapage autour des dédoublements en CP et CE2), accompagnement de l'inclusion.

→ une priorité est affichée pour **la difficulté scolaire** mais il faut s'entendre sur la définition : est-elle seulement dans l'Éducation Prioritaire ? Non ! 60% de la difficulté scolaire se situe hors de l'éducation prioritaire. Le DASEN du 39 nous a mis en garde alors à ne pas opposer ville et campagne. Selon nous, ce sont les politiques éducatives qui font cette opposition en donnant plus à l'Éducation Prioritaire (ce que nous ne contestons absolument pas) mais à moyens constants donc sur le dos des campagnes.

→ concernant les postes Villani et pilotage académique : en 2 ans cela fait 15 postes gagés pour une problématique (les maths) et maintenant pour évaluation du système : cela fait beaucoup quand on n'est pas riche en postes, D'autres choix étaient possibles et plus pertinents. Nous attendons d'ailleurs un bilan sur les postes Villani mis en place cette année scolaire (dans la précipitation et sans avoir été budgétés au départ dans les dotations, ils sont sortis du chapeau en fin d'année) . Pour nous la formation continue et les CPC devraient remplir cette fonction d'accompagnement en maths.



→ il était indiqué dans les documents **un effort vers les écoles rurales** : nous avons beaucoup de mal à le voir concrètement sur le terrain avec des fusions, des regroupements sous égide de conventions rurales qui conduisent à augmenter les effectifs. Il faut prendre la mesure de ce qu'est un service public de proximité dans le contexte social actuel.

Et maintenant ? Et après ?

Nous avons fait un communiqué de presse commun aux 4 SNUIPP de l'académie (voir ci dessous)

Le CTA qui devait enteriner les mesures ne s'est pas tenu le lundi 21 janvier comme prévu car les organisations syndicales cont la FSU l'ont boycotté. Il est reconvoqué le 31 janvier prochain.

La prochaine étape est ensuite la déclinaison départementale de -2 postes pour le Territoire de Belfort . **CTSD vendredi 1er février.**

Géraldine TAPIE représentante du SNUIPP 90 en GT académique



Dotation Macron pour les écoles de l'académie : zéro pointé

Pour les élus du personnel du SNUipp-FSU, syndicat majoritaire dans les écoles de l'académie, la carte scolaire proposée par le recteur lors du groupe de travail du 17 janvier n'est pas à la hauteur des besoins pour le Service Public d'Education.

Alors que partout en France, les citoyens pointent le besoin d'une meilleure répartition des moyens pour permettre à chacun de vivre décemment, n'oublions pas que l'accès à l'éducation est aussi un droit élémentaire.

Les zones rurales subissent déjà le recul des autres services publics :

- Fermeture de services hospitaliers
- Réorganisation des EHPAD
- Suppression de certaines lignes SNCF
- Réduction des moyens alloués au CMP et aux structures d'éducation spécialisées
- Abandon progressif de la médecine scolaire

Le SNUipp-FSU dénonce la véritable chasse aux petites écoles qui a lieu depuis des années. Les nombreuses fusions, regroupements, créations de gros pôles scolaires conduisent à la disparition de la spécificité de l'école maternelle et à l'augmentation du nombre d'élèves par classes impactant ainsi la réussite des élèves et les conditions de travail des enseignants.

De nombreuses études françaises et internationales livrent pourtant des conclusions éclairantes pour notre école : la réduction de la taille de toutes les classes a des effets notables sur la réussite scolaire dans le primaire. Un grand nombre de pays de l'OCDE ont intégré les résultats de cette étude dans leur politique scolaire. En dédoublant certaines classes, le ministre a reconnu l'efficacité d'une baisse des effectifs. Pourtant, la France reste un mauvais élève en ce qui concerne les effectifs par classe et le climat scolaire. En effet faute de prise en compte de l'évolution de la société, de la crise qui touche les familles, faute d'une politique éducative ambitieuse qui permette à l'école de relever le défi de la réussite pour tous, l'administration place trop souvent les enseignants dans l'impossibilité de faire leur métier.

Nous faisons le constat que le ministère ne s'est pas emparé de la question des élèves en rupture et que localement les réponses apportées (ou non) laissent collègues et écoles dans des situations de tension ou d'abandon et les élèves dans le mal être.

Nous faisons le constat que les situations de ruptures dans les écoles sont aussi le résultat de l'abandon de la prévention (maîtres G en maternelle, médecine scolaire...) de la non prise en compte de nos revendications en terme de baisse d'effectifs, de formation et d'accompagnement des équipes dans la scolarisation de tous les élèves, de maintien des RASED, de places en structures adaptées; revendications plus que jamais légitimes dans le contexte social actuel.

Plutôt que de répondre aux revendications des enseignants que nous représentons le recteur préfère fermer 11 postes d'enseignants devant classe pour créer des postes de chargés de missions pour la mise en œuvre des directives ministérielles. Pour le SNUipp-FSU les conditions d'accueil en classe sont autrement plus importantes que la mise en œuvre du pilotage ministériel !

La formation continue est un droit et une nécessité, le SNUipp-FSU l'affirme depuis longtemps, il dénonce les carences actuelles et demande que ces postes soient plutôt attribués à la formation des enseignants, au maintien des postes de « plus de maîtres que de classes » qui eux sont de nature à aider les élèves en difficulté en classe sachant que 60 % des élèves en difficulté sont scolarisés dans des écoles hors éducation prioritaire ou encore à la création de postes de RASED ou de remplacements. Bref, à l'École plutôt qu'au management !

Pour toutes ces raisons les représentants du SNUipp et la FSU de l'académie refusent les propositions de carte scolaire du recteur et ont décidé de boycotter le CTA du 21 janvier 2019.